

Lyon Capitale 20180807

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/lyon-le-demantlement-dun-bidonville-indigne-medecins-du-monde/>



Lyon : le démantèlement d'un bidonville indigne Médecins du Monde

- 7 août 2018 A 17:21
- par [Max Desgoutte](#)

Jeudi 2 août, le bidonville de Baizet (Lyon 9e) où vivait une centaine de personnes a été démantelé sur ordre de la préfecture. La décision avait été prise en novembre 2017, mais Médecins du Monde fustige la date d'expulsion définitive, en plein pic de canicule.

L'opération s'est déroulée au matin du jeudi 2 août, dans le 9e arrondissement de Lyon. Le bidonville, installé sous le parking couvert de la rue Pierre Baizet à Vaise a été démantelé par les forces de l'ordre. L'expulsion de la centaine de migrants avait été décidée le 17 novembre 2017 par une décision de justice. Face à cet évènement, l'association Médecins du Monde fait part de son indignation. “*Nous, ce qui nous choque, ce n'est pas l'expulsion en soi, mais c'est de la faire à ce moment-là, alors que nous sommes en pleine alerte canicule de niveau trois*”, confie Anick Karsenty, docteur à Médecins du Monde. “*Vous imaginez les familles déambuler dans la ville sous une chaleur écrasante ? Ce n'est pas pensable*”. De son côté, la préfecture du Rhône assure qu'elle ne pouvait pas avoir lieu à un autre moment tout en rappelant que personne n'a été abandonné. “*Au total, cinq ménages ont été pris en charge ce qui représente 21 personnes. Toutes ont été amenées vers d'autres structures. Les mineurs ont*

étaient confiés à la Métropole de Lyon”, explique la préfecture. “Pour ceux qui n’ont pas été relogés, les associations ont été mises au courant de cette situation et s’occupent des autres familles pour les aider la journée et la nuit”.

Pour Médecins du monde, la situation est tout de même jugée incompréhensible, notamment, car un point d'eau et des sanitaires étaient présents sur le bidonville, aujourd’hui démantelé. “Nous avions fait un énorme travail avec les associations et la maire du 9e arrondissement pour favoriser l’intégration de ces familles. Cela aurait pu avoir lieu à un autre moment”, conclut amèrement Anick Karsenty.